



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



WESTMINSTER & CITY

NEWS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N°24 – du 23 au 29 juin 2023

En bref

- Après avoir augmenté les salaires des fonctionnaires de 2 % à 2,5 % en 2022, en ligne avec les recommandations du comité indépendant en charge des rémunérations publiques, le ministre britannique en charge des finances publiques a refusé de s'engager à suivre l'avis de ce comité pour 2023, ce qui conduirait à une revalorisation salariale de 3 % à 3,5 %, expliquant qu'il serait "irresponsable" de ne pas tenir compte de l'impact de ces hausses de salaires sur l'inflation toujours élevée.
- Le recours au crédit à la consommation des ménages britanniques est plus important en mai 2023 (1,1Md£) qu'à la même période l'année précédente (0,8Md£).
- M. Hunt a [rencontré](#) les responsables des principales autorités de régulation et de supervision (concurrence, énergie, eau, communications) afin d'évoquer les enjeux posés par la crise du coût de la vie.
- Pour la première fois depuis août 2022, les entreprises non financières ont plus déposé que retiré de leurs comptes de dépôts auprès des banques. Ainsi, elles ont déposé 9,8Md£ net en mai. Le taux d'intérêt sur les nouveaux dépôts a augmenté significativement entre avril et mai, de 3,70% à 3,94%.
- HSBC a décidé de relocaliser son siège, situé actuellement dans le quartier d'affaires londonien de Canary Wharf, vers le centre financier historique de Londres, au cœur de la City. La fin du bail actuel est prévue en 2026



Actualité commerce & investissement

Le *Fresh Produce Consortium (FPC)*, un organisme professionnel représentant 70 % de la chaîne d'approvisionnement en produits frais du Royaume-Uni, [alerte](#) le gouvernement sur la potentielle hausse des prix sur les produits importés en raison du futur régime douanier – Selon l'organisme, le *Border Target Operating Model*, le futur régime frontalier britannique proposé par le gouvernement pourrait engendrer des coûts annuels supplémentaires estimés à 10 M£ en raison des formalités douanières. Selon l'organisation, ce coût pourra être difficilement absorbé par les fournisseurs et risque ainsi de contribuer de « manière significative » à l'inflation alimentaire. Le gouvernement britannique devrait publier dans les prochaines semaines la stratégie finale établissant le futur régime frontalier, dont certaines mesures devraient entrer en vigueur dès octobre 2023.

Les aides accordées par l'agence crédit-export britannique UKEF se sont élevées à 6,5Md£ en 2022-23 contre 7,4Md£ en 2021-22 – Selon le [rapport annuel](#), au total 532 entreprises ont été soutenues, dont 84% de petites et moyennes entreprises. Sur la base des objectifs du gouvernement britannique, UKEF annonce vouloir renforcer la présence

des entreprises britanniques sur de nouveaux marchés ainsi qu'améliorer l'accès aux instruments proposés par UKEF aux petites entreprises, notamment par la digitalisation. Le portefeuille de UKEF pour 2022-23 se présente de la manière suivante: 8% pour la défense, 8% pour l'industrie pétrochimique, 13% pour le secteur des transports, 16% pour le secteur énergétique, 15% pour la construction, et 30% de l'exposition au risque crédit pour l'aérospatial. S'agissant de la répartition géographique de l'exposition au risque-crédit, elle se répartit comme suit: 7% sur le continent américain, 7% en Indopacifique, 16% en Afrique et en Europe, 25% au Moyen Orient, et 28% au Royaume-Uni. L'exposition au risque-crédit au Royaume-Uni reflète les instruments (à l'instar du *Export Development Guarantee*) garantissant le prêt d'un acheteur étranger en vue de financer l'achat de biens d'équipements, de services et/ou de biens incorporels auprès d'un fournisseur britannique.

Dominic Johnson, secrétaire d'état chargé de la promotion des investissements, a déclaré que le gouvernement souhaitait inclure des garanties solides sur la protection des investissements dans le futur accord de libre-échange avec l'Inde – Selon le ministre, les garanties permettraient aux investisseurs britanniques d'investir en Inde « avec un sentiment de sécurité, de stabilité et de prévisibilité ». Par ailleurs, il a indiqué que l'Inde et le Royaume-Uni pourraient coopérer étroitement en matière de services financiers même en

l'absence d'accord. En parallèle, le chef du parti travailliste Keir Starmer s'est exprimé sur sa vision des relations indo-britanniques à l'occasion de l'*India Global Forum* affirmant que le parti travailliste soutient la conclusion d'un accord de libre-échange avec l'Inde et que ce dernier serait « une première étape du partenariat stratégique » entre les deux pays marquant sa volonté de renforcer les relations au-delà des liens commerciaux.

D'après le [dernier rapport](#) sur les investissements directs étrangers du ministère de l'économie et du commerce, **1 654 projets d'investissement ont été réalisés en 2022-23 contre 1 589 l'année précédente**

– Parmi les premiers investisseurs au Royaume-Uni, on trouve les Etats-Unis avec 418 projets, l'Inde avec 118 projets et l'Allemagne avec 105 projets. La France arrive en quatrième position avec 81 projets. La majorité des investissements sont orientés dans les projets liés aux services informatiques (382 projets) et aux services financiers (236 projets).

Actualité financière

1 Réglementation financière et Marchés

Selon le [FT](#), le Chancelier de l'Echiquier devrait annoncer un plan visant à orienter les investissements des fonds

de pensions britanniques vers les entreprises britanniques à forte croissance – Le gouvernement souhaite encourager les fonds de pension britanniques à investir davantage dans des actifs britanniques plus risqués, tels que les start-ups. Le Chancelier souhaite également favoriser la consolidation du marché des fonds de pension qui est aujourd'hui fragmenté. Le Chancelier envisagerait ainsi de regrouper les milliers de régimes de retraite publics et privés en "GB superfunds" qui investiraient dans des start-ups britanniques, des infrastructures et d'autres entreprises. Selon la presse, les détails complets de ce plan seront annoncés le mois prochain.

La Commissaire européenne aux services financiers Mairead McGuinness et le Chancelier de l'Echiquier Jeremy Hunt ont signé un protocole d'accord à Bruxelles pour établir un dialogue réglementaire sur les services financiers

– Prévu par l'accord de commerce et de coopération signé entre l'UE et le Royaume-Uni, ce protocole d'accord crée un forum financier conjoint qui se réunira régulièrement pour discuter de la régulation et des enjeux dans le secteur financier. La première réunion du forum devrait avoir lieu à l'automne.

La loi portant réforme des marchés financiers (« *Financial Services and Market Bill* ») a été promulguée – Pour rappel, cette réforme transfère de nouveaux pouvoirs aux régulateurs financiers et aménage le cadre institutionnel de régulation financière

post-Brexit. Les régulateurs techniques reçoivent également un objectif secondaire de croissance et de compétitivité. Par rapport à la version initiale du projet de loi, il n'y a eu que peu d'amendements apportés au cours du parcours parlementaire.

2 Banques et assurances

Plus de 30 prêteurs hypothécaires au Royaume-Uni, représentant environ 85 % du marché, ont signé une [charte gouvernementale pour soutenir les emprunteurs dans le contexte de hausse des taux d'emprunt immobilier](#) – Les signataires se sont engagés à ne pas expulser les emprunteurs de leur domicile sans leur consentement, sauf dans des circonstances exceptionnelles, dans les 12 mois suivant leur premier paiement manqué. Ils ont également convenu de permettre aux clients de sécuriser un nouveau taux jusqu'à six mois avant la fin de leur mortgage à taux fixe. Ils ont également accepté d'ouvrir la possibilité à leurs clients de ne payer que les seuls intérêts pendant six mois, et de prolonger la durée de leur prêt afin de lisser leurs échéances mensuelles. Les prêteurs s'engagent à mettre en œuvre rapidement ces mesures. Une campagne de communication sera également lancée pour informer les clients sur les mesures de soutien disponibles.

Lors d'une [audition](#) parlementaire, Jeremy Hunt a estimé que les banques britanniques ne répercutaient pas assez vite les hausses de taux d'intérêt sur la rémunération de leurs dépôts – Pour

rappel, la commission des finances de la Chambre des Communes a déjà alerté deux fois sur cette problématique. Selon une analyse de [Bloomberg](#), seulement 40 % des hausses des taux ont été transmises aux épargnants par les banques britanniques depuis fin 2021.

La Prudential Regulation Authority (PRA) du Royaume-Uni a publié une [consultation](#) sur des réformes majeures de Solvabilité II – Les réformes envisagées, soumises à consultation auprès des acteurs du marché, visent à simplifier les exigences de reporting, à améliorer la flexibilité dans l'évaluation des modèles internes avec une approche dite « *principles-based* » et à encourager l'entrée de nouveaux acteurs sur le marché de l'assurance. Les règles régissant les assureurs internationaux opérant par le biais de succursales seront également simplifiées. De plus, les procédures de calcul des provisions techniques seront simplifiées pour réduire les coûts et la complexité. La consultation publique se poursuivra jusqu'au 1^{er} septembre 2023.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Responsable de la publication : Service Economique Régional de Londres

Rédacteurs :

Quentin Bon, Carole Lebreton et Sophia Milliaud

Revu par Thomas Ernoult

Pour s'abonner :

londres@dgtresor.gouv.fr